

## Centrale électrique : les élus de la Casc peinent à calmer la contestation

La fronde contre le projet de centrale au gaz a pris une nouvelle dimension, ces derniers jours. Après le temps des réunions d'informations, les opposants à la construction de cette usine Direct énergie sont passés au stade suivant : celui des manifestations.

À Sarreguemines le 25 juin, à Hambach lundi, puis à Willerwald mercredi, ils ont crié leur colère et leurs craintes de voir leur avenir et leur environnement pollués.

Objets de leur courroux, les dirigeants de la communauté d'agglomération Sarreguemines confluences (Casc) ont été obligés de réagir. Visiblement surpris par l'effet boule de neige de la contestation, la Casc tente depuis une semaine de calmer le jeu.

« Si l'expertise indépendante que nous avons demandée nous montre que l'usine sera trop polluante, nous renoncerons à ce projet », a ainsi affirmé Roland Roth.

De son côté, le collectif n'entend pas relâcher la pression. Deux nouvelles réunions publiques sont annoncées : ce vendredi 3 juillet à

20h à Woustviller... dans un pré, avant le cimetière en arrivant de Sarreguemines puisqu'aucune salle n'a pu être attribuée ; et le mardi 7 à 20h à la salle communale de Siltzheim.

Récit d'une semaine chaude, chaude, chaude...

### Jeudi 25 juin : marche sur la Casc

Michel Kuffler, maire de Herbitzheim et initiateur de la contestation, espérait rassembler un millier de manifestants sur le pont des Alliés, en fin d'après-midi. Le nombre de personnes formant le cortège en direction du siège de la Casc s'élève finalement entre 600 et 800 ; mais pour l'agitateur public, comme le nommera plus tard Céleste Lett, le pari est néanmoins gagné. Alors que les élus communautaires sont en séance plénière, le président Roland Roth doit interrompre la réunion pour recevoir, accompagnés des vice-présidents Céleste Lett, Gaston Meyer (maire de Hambach) et Albert Masslo (maire de Willerwald), une délégation de manifestants. Une entrevue assez tendue où, bien évidemment, aucune des deux parties ne convainc l'autre. À l'extérieur du bâtiment, la police veille à ce qu'aucun manifestant ne



Les manifestants ont investi les abords de l'hôtel de la communauté afin de montrer leur détermination.

pénétrer dans le « château », sous les fenêtres duquel plusieurs centaines de personnes

brandissent pancartes et banderoles hostiles à la Casc ainsi qu'à Direct énergie.

### Lundi 29 juin : double champ de bataille



Les manifestants, au premier rang desquels Michel Kuffler, maire de Herbitzheim (porte-voix en main), devant la mairie de Hambach.

Au même moment, un bras-de-fer entre défenseurs et contempteurs de l'usine s'engage à Hambach et à Sarreguemines. À Hambach, le collectif contre la centrale réunit quelque 250 personnes pour manifester au moment du conseil municipal. Avec le sourire crispé des mauvais jours, Gaston Meyer sort seul de sa mairie pour rencontrer les manifestants. Le collectif demande d'assister à la séance du jour. Refus catégorique du maire d'accueillir une délégation à l'intérieur des locaux. Ce qui fait monter la tension de plus en plus haut. Au bout d'un quart d'heure de discussion, Gaston Meyer décide de faire entrer une dizaine de personnes mais exclusivement des résidents des communes de Hambach et de Roth. Pendant la durée de l'entrevue, les

manifestants bloquent la route. À Sarreguemines, la passe d'arme a lieu non pas en marge, mais pendant le conseil municipal. Le chef de file de la gauche, Eric Kamblock, avait au préalable adressé trois requêtes à Céleste Lett. Il demandait la prolongation de l'enquête publique au-delà du 10 juillet ; la tenue d'un débat contradictoire ainsi que l'organisation d'une « consultation populaire ». Sur le premier point, le député-maire indique : « C'est le commissaire enquêteur qui a la compétence de décaler la clôture de l'enquête publique. De mon côté, j'ai donné mon accord, ainsi que le président Roth, pour qu'elle soit prolongée de 15 jours ». Pas sûr que cette rallonge satisfasse les opposants au projet, qui souhaitent que l'enquête continue jusqu'en

septembre.

Aux deux autres requêtes, Céleste Lett adresse une fin de non-recevoir : « Je ne vois pas l'utilité d'un débat contradictoire. Il n'en sortirait rien, et au final, l'élu se retrouverait quand même à devoir trancher. Quant à une consultation, ou un référendum, ce serait une procédure démagogique, voire populiste. C'est aux élus d'assumer leurs responsabilités ».

Parmi les élus d'opposition, Patrick Rouméas fait connaître son hostilité à l'implantation de Direct énergie, par souci « de défendre les services publics ». René Basset (Gauche pour Sarreguemines) reprend les inquiétudes en matière d'environnement : « Vous nous dites que le projet est conforme au Grenelle mais que répondez-vous à ceux qui estiment que le Grenelle est trop timide, voire dépassé au regard de la situation ? Qui estiment que certaines de ses dispositions ont déjà été édulcorées au fil des différentes lectures devant les chambres ? Même si elle pollue moins, la centrale que vous nous préparez pollue. Il s'agit de cesser de polluer, autant que faire se peut et tout de suite ». « Personne ne dit que ça ne va pas polluer du tout, rétorque le maire. Mais les entreprises comme celles-ci sont soumises à des normes strictes à la construction, puis à des contrôles réguliers après leur mise en service ».

### Vendredi 26 juin : Roth et Lett contre-attaquent

Alors que la fronde grondait depuis deux semaines déjà, prenant un peu plus d'ampleur chaque jour, les élus de la communauté d'agglomération tentaient de reprendre la main. Il aura fallu attendre le 24 juin pour voir apparaître une plaquette d'information, distribuée dans les boîtes aux lettres. Le soir même, une séance plénière (non publique) était convoquée pour examiner la situation. Deux jours plus tard, les quatre élus ayant rencontré la délégation de manifestants la veille tiennent une conférence de presse « pour rétablir un certain nombre de vérités », affirme d'emblée Roland Roth. Notre souci, c'est d'apporter à la population les éléments nécessaires pour la rassurer ». Pour cela, la Casc a demandé à un cabinet « extérieur et indépendant » de se prononcer sur l'éventuelle dangerosité du projet pour l'environnement. Les conclusions de cette expertise sont attendues pour le 15 juillet. Roland Roth répond point par point aux principaux arguments avancés par le collectif d'opposants : « Ils disent que la quantité d'eau prélevée dans la Sarre, 1 000 m<sup>3</sup> par heure, correspondra à 1/6 du débit ; or, le débit moyen de la rivière à Sarralbe est de 45 000 m<sup>3</sup> par heu-



Roland Roth : « Notre souci, c'est de rassurer la population ».

seuls, seuls 2,4 % du débit seront alors prélevés. Quant à la pollution par rejets dans l'atmosphère, les chiffres qu'ils citent sont impressionnants (NDLR : par exemple, 2 800 000 m<sup>3</sup> de fumées rejetées par heure) parce qu'ils sont bien choisis, et cités sans apporter d'explication ». Le président de la Casc prend soin d'ajouter que le projet venait d'être déclaré conforme au Grenelle de l'environnement par le ministère de l'Écologie. Céleste Lett lui emboîte le pas : « Avant de dire oui, nous aussi nous avons réfléchi et essayé d'avoir des réponses aux questions que nous nous posions. Et nous estimons que les centrales au gaz, moins nocives que les

anciens modes de production, sont à promouvoir ». « Il est tout à fait normal que la population s'exprime, dit encore Roland Roth, mais sans se voir imposer un scénario catastrophe. L'absence de retombées financières pour la commune de Herbitzheim est à l'origine du mouvement de celui qui mène la contestation ». Car pour le président de l'agglomération comme pour le maire de Sarreguemines, pas de doute : si Michel Kuffler a décidé de jouer les rebelles c'est parce que Sarralbe a été préférée à sa commune comme lieu de prélèvement des eaux de la Sarre, « empochant » ainsi une redevance de 15 000 euros annuels.

### Mercredi 1<sup>er</sup> juillet : troisième manifestation



Le rassemblement de mercredi à Willerwald témoigne que le mouvement ne s'essouffle pas, bien au contraire.

À Willerwald, au moins 300 manifestants se retrouvent à partir de 18h, face à la mairie. Les voitures continuent de circuler. Mais vers 18h20, ça commence à bouger. Les manifestants investissent la rue. Des tracteurs bloquent l'accès au milieu du village en venant de Sarreguemines. Sous le contrôle de gendarmes de Sarralbe et de Sarreguemines, la circulation est déviée au rond-point à la sortie de l'autoroute

au nord, au rond-point à Sarralbe au sud.

Dans le hall de la mairie, Albert Masslo fait installer des tables afin de recevoir des manifestants de Willerwald et d'ailleurs (17 personnes). Outre le maire, son 1<sup>er</sup> adjoint, Marcel Weber, son 3<sup>e</sup> adjoint, Henri Haxaire, et deux conseillers, Patrick Mohr et Urban Wollenschnieder, sont présents.

Michel Kuffler part à l'offen-

sive : « Un cabinet d'experts payé par la Casc ne peut pas être indépendant. Si je n'avais pas bougé, on aurait découvert la centrale dans 3 ans. Vous avez voté à l'unanimité à la Casc au mois de mars pour un projet dont vous ne connaissez ni les tenants ni les aboutissants ». Réponse d'Albert Masslo : « Je n'ai imposé à personne de voter pour ou contre. Si ça pollue, je suis contre ».